

Le sultan Erdogan nous envoie 50 000 « réfugiés » de plus



- **A** : ALLEMAGNE
- **B** : FRANCE
- **C** : HOLLANDE
- **D** : EUROPE

Le dictateur de la République islamique de Turquie et maître-chanteur devant les démocrassouilles complices européennes vient de laisser passer plus de 50 000 « réfugiés » venus de Syrie, d'Irak et d'ailleurs, en direction de l'Europe.

Comme en 2015, l'homme fort comme un Turc de la couardise des politicards qui bâfrent à Bruxelles et Strasbourg avec le pognon des contribuables, continue son déversement migratoire de clandestins en Allemagne, en Hongrie, en Autriche et en France. Parmi ces « migrants », figurent des éléments du terrorisme de l'islam, en renfort de la cinquième colonne

installée en France.

On notera à ce propos que le *Journal de Demain* rapporte en date du 27 novembre : « **Lutte contre l'islamisme : le plan élargi à tout le territoire. Les préfets ont rendez-vous demain matin au ministère de l'Intérieur pour un séminaire exceptionnel sur le thème de « la lutte contre l'islamisme ».**

Pas moins de quatre ministres – Nicole Belloubet (Justice), Jean-Michel Blanquer (Éducation nationale), Julien Denormandie (Ville et Logement) et Marlène Schiappa (Égalité entre les femmes et les hommes) – seront présents aux côtés de Christophe Castaner.

« *Ce rendez-vous de travail s'inscrit dans la continuité du plan de lutte contre la radicalisation présenté en février 2018* », indique-t-on à Beauvau.

Quinze « quartiers de reconquête républicaine », les plus touchés par le phénomène (repli communautaire, départs en Syrie...) à l'instar de Trappes dans les Yvelines, avaient été ciblés. L'action de l'État s'y est traduite par la fermeture de 12 mosquées, de 4 écoles et de 130 débits de boissons proches de la mouvance radicale islamiste.

Instruction sera donnée demain aux préfets de décliner à l'ensemble du territoire, en fonction des réalités locales, ce plan de lutte. Les préfets coordonnent déjà les groupes d'évaluation départementaux (GED) chargés du suivi des individus radicalisés susceptibles de basculer dans la violence. »

Seul, le Parti de la France réclame de sévères mesures contre la Turquie, à commencer par : « *l'arrêt immédiat de tout versement d'aide à la Turquie, la mise en place d'un verrouillage absolu des frontières extérieures de l'Europe, la fin immédiate des négociations sur son éventuelle intégration historiquement, identitairement et stratégiquement criminelle à l'Europe, ainsi que, dans une perspective d'endiguement, la*

mise en œuvre d'une série de sanctions économiques et politiques sévères contre le régime turque dont Erdogan veut faire la base de son ambition de reconstituer l'Empire ottoman et le retour au Pays des ressortissants turcs présents sur le sol européen. ».

Jean-François Touzé, délégué national du PdlF met les politicards de l'Union européenne au pied du mur, qui : « *loin de prendre les mesures de rétorsion qui s'imposeraient contre la Turquie, se prépare à payer rançon : 1,5 milliards d'euros qui viendront s'ajouter aux 8 milliards versés en 2017 et aux 3 milliards accordés pour la période 2018/2019. »*

Et de conclure : « *Pour le Parti de la France, on ne traite pas avec les maîtres-chanteurs, on ne compose pas avec les États terroristes, on les réduit. ».*

Communiqué intégral et info relayée par <http://synthesenationale.hautetfort.com/archive/2019/11/27/le-parti-de-la-france-demande-des-mesures-severes-contre-la-6193715.html>

Jacques CHASSAING